

L'année du Maroc en Espagne / L'année de l'Espagne au Maroc

Les relations culturelles entre les deux pays requièrent un véritable élan, dépassant les actions ponctuelles.

Cecilia Fernández Suzor

Avec le Maroc, nous sommes habitués à des relations en dents de scie, où nous passons d'un climat de confiance à la disgrâce, d'une certaine entente à une méfiance absolue. Avec le nouveau gouvernement, il semble que nous remontons à nouveau la pente de l'abîme où nous étions tombés, après le retrait des ambassadeurs, le désaccord de pêche, l'invasion de l'îlot du Persil, la passivité devant le problème des chaloupes, la position espagnole dans la guerre d'Iraq et bien d'autres incidents encore.

Les gouvernements marocain et espagnol semblent décidés à obtenir ce qui n'a jamais pu l'être, même après le retour des ambassadeurs à leurs postes en janvier 2003. Cependant, les faits susceptibles d'ajouter des difficultés à ces retrouvailles avec nos voisins sont nombreux : depuis l'afflux constant des chaloupes jusqu'aux événements du 11 mars 2004, deux réalités immédiates qui ne vont certainement pas contribuer à changer l'image du Maroc auprès d'une bonne partie de l'opinion publique espagnole, et par effet boomerang, celle que l'on peut avoir de l'Espagne au Maroc.

Le « traitement préférentiel » et la recherche d'une « entente profonde » que réclamait le président José Luis Rodríguez Zapatero dans son discours d'investiture se sont traduits au plan culturel par de multiples déclarations et l'intention précise de célébrer une « année du Maroc en Espagne », pour reprendre les termes de « l'année du Maroc en France » de 1999, ainsi que par une certaine mobilisation des responsables de la culture espagnole pour renforcer leur présence et déployer leur activités au Maroc : une attitude et une initiative certes louables. Mais bien que comparaison ne soit pas raison, on ne voit pas – peut-être est-il trop tôt encore – que ce pays se soit lancé à une mobilisation comparable à celle entreprise lors de sa conception et de sa mise en œuvre en France, où toutes les instances potentiellement impliquées, depuis les ministères de la Culture, de l'Éducation, des Affaires étrangères jusqu'aux structures administratives du pays (régions, départements, municipalités) en passant par les musées, les universités, les écoles et une longue liste d'institutions en tout genre, se sont concentrés et concertés pour générer des activités autour de cette « Année du Maroc ». La célé-

bration d'une « Année de l'Espagne au Maroc », prévue pour cette année, semble anticiper la première initiative qui, après la visite des rois d'Espagne au Maroc, a été fixée à 2006.

Cependant, nombre de personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont suivi de près la relation culturelle avec le Maroc, craignent que cette nouvelle attitude ne masque le besoin d'une réflexion objective permettant réellement de parvenir à cette « entente profonde ». On sait que depuis de nombreuses années, l'Espagne a consacré d'importantes ressources à la coopération éducative et culturelle avec le pays voisin. Mais nous ignorons cependant la rentabilité culturelle, éducative et sociale que l'on en a obtenu. Or, si celle-ci se mesure en termes d'impact sur la société marocaine et ses gouvernants, l'Espagne est très à la traîne d'autres pays.

Pour sa part, la présence culturelle du Maroc en Espagne – qui n'est pas inexistante, contrairement à ce que pense la grande majorité – se doit plus à l'initiative de personnes, d'associations ou de groupes, avec le soutien occasionnel de quelques administrations ou institutions, qu'à un véritable effort de la part de l'administration marocaine. De toutes façons, si ces initiatives ont manqué d'une chose, c'est bien d'un quelconque type de répercussion sur l'opinion publique espagnole, dans le sens de la rapprocher tout au moins de la réalité culturelle de notre voisin du Sud le plus proche.

Indépendamment du bon accueil réservé à des initiatives comme l'année ou le temps du Maroc en Espagne, et l'éventuelle année ou le temps de l'Espagne au Maroc – initiatives qui sont plus liées à la décision politique « d'être des amis » mais qui courent le risque de rester à un niveau anecdotique, voire même de l'ordre du cliché – les grands problèmes doivent se focaliser sur la façon de garantir un rapprochement réel des sociétés civiles des deux pays, ce qui mènera véritablement à une meilleure connaissance réciproque et, par conséquent, à jouir d'un caractère plus stable dans les relations, moins dépendant des émotions de chaque instant. La manière de garantir un rapprochement qui n'ait pas, de la part de l'Espagne, le biais paternaliste qui a souvent caractérisé son action culturelle au Maroc. Et finalement, la manière de faire en



Younes Rahmoun / SAID MESSARI

sorte que le Maroc juge également opportun un certain investissement en matière d'action culturelle en Espagne.

De nombreuses ressources, mais aucun projet global

Dans le domaine éducatif et culturel, la présence de l'Espagne au Maroc est la plus significative que notre pays déploie à l'étranger : 10 centres officiels d'enseignements, une présence importante des conseillers techniques dépendant des Services éducatifs de l'ambassade d'Espagne et cinq instituts Cervantes consacrés à la diffusion de l'espagnol en tant que langue étrangère et de la culture espagnole.

En ce qui concerne les centres d'éducation officiels et les autres ressources éducatives, les experts qui les connaissent en profondeur observent une certaine imprécision des objectifs, et donc l'absence d'un projet bien défini susceptible de se traduire en une meilleure adaptation des très importantes ressources investies. Pour cela, je re-

prends à grands traits ce que signalent ces experts comme des lignes prioritaires d'intervention, et qui se focalisent principalement sur une restructuration du réseau et une redistribution des conseillers techniques, plus équilibrée vis-à-vis de certaines zones significatives du pays, ainsi qu'une plus grande coordination entre les différents services éducatifs et culturels, se répercutant sur la complémentarité des ressources. Ces lignes prioritaires devraient se concrétiser par un soutien réel des départements d'espagnol des centres éducatifs marocains, pour favoriser ainsi l'enseignement de l'espagnol à un moindre coût, surtout dans les zones où sont absents les services éducatifs et culturels espagnols, comme les grandes agglomérations de Marrakech, Meknès ou Oujda. En ce qui concerne le programme scolaire de ces établissements, ces experts considèrent qu'il faut favoriser la création de modules de formation professionnelle adaptés aux besoins de développement, ainsi que l'établissement de programmes ponts entre les participants à ces modules formatifs et les entreprises du pays, en particulier espagnoles, si présentes au Maroc. Finalement, ils insistent sur le besoin d'encoura-

ger des programmes conjoints de formation de professeurs d'espagnol marocains englobant des aspects culturels, mais aussi méthodologiques ou didactiques.

Quant à l'action purement culturelle de l'Espagne, que ce soit à travers les instituts Cervantes ou des initiatives de plus en plus nombreuses de la part de certaines Communautés autonomes, en particulier la Catalogne et l'Andalousie, il serait nécessaire d'insister sur des programmations encourageant le débat sur des sujets centraux dans nos sociétés respectives, comme l'immigration, les relations hispano-marocaines, l'échange d'expériences, l'avenir de l'Europe et du Maghreb, la décentralisation, l'écologie, etc. Des lignes d'intervention qui pourraient être partagées également avec d'autres instituts culturels européens, pour donner ainsi plus de sens à l'appartenance européenne de l'Espagne et – pourquoi pas – favoriser le rôle de pont de celle-ci entre l'Afrique et l'Europe. Même s'il est certain qu'aujourd'hui, nous pouvons affirmer que les centres de l'institut Cervantes ont réussi à établir une relation de collaboration stable avec les institutions marocaines – surtout celles que l'on peut qualifier d'officielles – il est plus que jamais nécessaire que leurs programmations culturelles s'efforcent de s'ouvrir aux collectifs de plus en plus nombreux d'intellectuels et artistes de la société civile, et deviennent de vraies plateformes de rencontre culturelle.

Encouragement de l'investissement culturel marocain en Espagne

En ce qui concerne la présence du Maroc en Espagne, nous avons déjà suggéré qu'un certain investissement en présence culturelle dans notre pays serait bienvenu, pour ne pas dire nécessaire. Si auparavant nous avons parlé d'un certain biais paternaliste que l'Espagne a pu avoir et conserve toujours dans certaines approches de son activité au Maroc – en particulier dans la manière d'encourager fréquemment les marques hispaniques dans la vie et la culture marocaines – il n'est pas moins vrai que les responsables marocains ne sont tangentiellement présents que dans la collaboration à des initiatives qui partent plutôt de l'Espagne, et qu'ils ont rarement fait preuve d'une volonté claire de mobiliser leurs artistes et intellectuels – et de prendre en charge les coûts – pour se faire connaître en Espagne. Cela est d'autant plus regrettable que, mis à part le besoin péremptoire d'aider à changer l'image assez négative que l'opinion publique espagnole a du Maroc, celui-ci accumule une population de près de 400 000 citoyens résidents en Espagne, à laquelle il convient de donner également la sécurité que son pays d'origine possède un patrimoine culturel parfaitement assimilable, dans bien des aspects, à celui des pays culturellement avancés.

Il est probable que le maçon marocain vivant à Leganés ou l'ouvrier agricole marocain de Talayuela, soit peu intéressé par la présentation – hypothétique – d'une ex-

position d'art marocain au Centre d'art contemporain Reina Sofia, avec des œuvres d'artistes de la taille et renommée internationale de Fouad Bellamine, Mohammed Kacimi, Farid Belkahia, Miloud, Abdelkrim Ouazzani, Hassan Slaoui, Mohammed Drissi, Safaa Errouas, Younes Rahmoun ou Hicham Benohoud, pour ne citer que quelques exemples de différentes générations qui me viennent à l'esprit parmi tous ceux qui existent. Mais en toute sécurité, ce ne sera pas le cas pour les secondes générations, qui y verront la reconnaissance de leur identité sur un plan égalitaire. Le moment serait en outre venu pour les *gourous* espagnols de l'art d'admettre qu'il existe un art contemporain marocain qui ne les décevrait pas en tant qu'experts, mais qui les surprendrait dans leur ignorance. Et nous pourrions dire la même chose de la musique, la prose, la poésie, l'essai, l'architecture, la décoration intérieure ou même la nouvelle cuisine marocaine.

Mais sur l'ensemble de ce panorama et parmi toutes les recettes, recommandations et bonnes intentions, ce qui peut davantage aider à cette entente profonde entre nos deux sociétés, c'est la stabilité des actions éducatives et culturelles de nos présences mutuelles dans les pays respectifs, la désertion de toute manifestation visant simplement à sauver les apparences politiques. C'est-à-dire de toute manifestation ponctuelle au détriment de la persévérance. On y parviendra non seulement par des programmes d'activités réfléchis et attrayants, mais encore en favorisant l'échange d'étudiants pour élargir le champ des contacts entre les universités, entre leurs programmes de recherche, et surtout en développant des politiques visant à la traduction et la publication d'ouvrages littéraires, scientifiques, de divulgation, historiques, sociologiques ou politiques dans les deux directions. Il faudrait également encourager des programmes complémentaires dans les domaines où les uns peuvent apprendre aux autres. L'Espagne pourrait récupérer bien des techniques artisanales qu'elle partageait autrefois avec le monde arabe et qu'aujourd'hui seul conserve ce dernier ; le Maroc, quant à lui, pourrait beaucoup apprendre des politiques mises en œuvre en Espagne dans le domaine de la préservation et valorisation de son patrimoine architectural, pour ne citer que deux exemples.

Je conclurai en citant un autre domaine de complémentarité qui devrait être exploité de toute urgence, car il pourrait constituer la base d'un changement d'attitudes : de la part de l'Espagne, il s'agirait de mettre en œuvre une collaboration intelligente auprès des universités marocaines pour contribuer à la modernisation et à l'homologation de l'hispanisme marocain, et non dans le seul domaine des études philologiques, car les hommes et les femmes qui font de l'Espagne et de l'hispanisme l'objet de leur profession seront les agents privilégiés des relations hispano-marocaines. Réciproquement, le Maroc pourrait contribuer à la formation de l'arabisme espagnol, entendu au sens large, en offrant ses universités aux experts espagnols et en servant de pont pour une meilleure connaissance du monde arabe par les espagnols. ■